

REMANIEMENT

Onze ministres quittent le gouvernement

Fin du suspense entretenu depuis plusieurs jours. L'annonce de la composition du gouvernement Sellal a certainement fait des heureux parmi les promus, des soulagés parmi ceux maintenus à leurs postes et des malheureux pour ceux qui doivent préparer leurs cartons et quitter leurs fonctions de ministre. Ils sont onze ministres à n'avoir pas été reconduits.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Pas moins de onze ministres quittent le staff gouvernemental. Certains d'entre eux étaient à la tête de départements ministériels depuis de longues années, à l'instar de Khalida Toumi ou de Ghoulamallah. Si pour certains la raison de santé paraît évidente, pour d'autres il ne s'agit ni plus ni moins d'un désaveu de leurs actions. Karim Djoudi

quitte ainsi le ministère des Finances. Le désormais ex-ministre des Finances avait eu des problèmes de santé et aurait demandé à être déchargé de sa mission à moins que son analyse objective relative à la gestion des deniers de l'Etat et à la nécessité de les rationaliser ne lui ait coûté son poste. Le ministre des Moudjahidine et celui des Affaires religieuses quittent tous les deux leurs

postes après de longues années passées au sein du même département ministériel. Leur âge avancé ne correspond visiblement plus à l'image de rajeunissement que veut dégager l'équipe gouvernementale.

Nommé lors du dernier remaniement, Farouk Chiali, cadre du secteur des travaux publics, n'aura finalement réussi à rester ministre que quelques mois avant de devoir quitter le gouvernement. La décision de mettre fin aux fonctions de Baba Ahmed intervient quant à elle à moins d'un mois des examens de fin d'année. L'ex ministre de l'Education a

certainement payé pour sa gestion catastrophique des périodes de crise nées des grèves à répétition. Le dernier débrayage n'a connu de dénouement qu'après l'intervention du Premier ministre qui avait transféré le dossier au ministre délégué chargé de la Réforme du service public. Ancienne parmi les anciens, Khalida Toumi quitte elle aussi le gouvernement après avoir été de longues années ministre de la Culture.

La lenteur de la cadence des travaux de la manifestation Constantine, capitale de la culture arabe lui aurait-elle été

fatale ? Une autre femme a été également sacrifiée. Il s'agit de la très discrète ministre de la Solidarité Souad Bendjaballah qui quitte le gouvernement en compagnie de Mohamed Benmeradi, ministre du Travail, Abdelmadjid Bouguerra ministre délégué auprès du ministre des Affaires étrangères, Khoudri chargé des relations avec le Parlement et le ministre du Commerce.

Ce dernier qui avait en charge le dossier de l'adhésion de l'Algérie à l'Organisation mondiale du commerce s'en va sans avoir mené à bien ce projet. **N. I.**

MANIÈRE DE FAIRE PEAU NEUVE

13 «bleus» dans l'équipe Sellal

La nouvelle équipe Sellal nommée, hier, par le président de la République se distingue, entre autres, par un assez large lifting opéré avec près de la moitié de sa composante remodelée et avec de nouvelles têtes qui ont pris le relais des traditionnels et communs visages.

M. Kebci-Alger (Le Soir) - En effet, ils sont près de 12 ministres à avoir fait les frais de son remaniement qui s'imposait de lui-même au lendemain de l'élection présidentielle du 17 avril dernier. Soit un peu plus du tiers de la composante de l'Exécutif (33 membres). Et comme remplaçants, le président de la République a dû recourir à de nombreuses nouvelles têtes, manière de faire quelque peu peau neuve, ceci en sus d'avoir nommé deux autres «bleus» comme ministres délégués, postes qui ont disparu à l'issue du remaniement de l'automne dernier.

Il s'agit de Abdesslem Bouchouareb, directeur de communication de la campagne du candidat Abdelaziz Bouteflika qui fait son come-back au gouvernement pour avoir été ministre de l'Industrie et de

la Restructuration en 1996 et qui hérite, cette fois-ci, d'un nouveau ministère, celui de l'Industrie et des Mines, de Abdelkader Khomri qui, lui aussi, effectue son retour pour avoir été ambassadeur et ministre de la Jeunesse et Sports), qui a été chargé du ministère de la Jeunesse. Ceci pour les revenants parmi les nouvelles têtes car, pour les «véritables nouveaux visages», le président de la République a été les «débusquer» parmi les administrations et autres organismes publics mais aussi parmi bien d'autres secteurs d'activités.

Dont Tayeb Zitouni, fils de chahid, nommé ministre des Moudjahidine, Mohamed Aïssa, cadre au ministère des Affaires religieuses et des Wakfs, promu ministre du secteur, Abdelkader Kadi, ex-wali, nommé ministre des Travaux

publics. Il y a aussi Nouria Benghebril, intronisée ministre de l'Education nationale, Nadia Labidi, docteur en arts du spectacle et cinéaste, chargée du ministère de la Culture, l'avocate Mounia Meslem, nommée ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Khelil Mahi, président de la commission des finances à l'APN, nommé ministre des Relations avec le Parlement, Hamid Grine, journaliste et écrivain), chargé du ministère de la Communication, Nouria Yamina Zerhouni, ex-wali, nommée ministre du Tourisme et de l'Artisanat.

Il s'agit également de Hadji Baba Ammi, ex-DG du Trésor, nommé ministre délégué auprès du ministre des Finances, chargé du Budget et de la Prospective, de Aïcha Tagabou, tout juste âgée de 35 ans, nommée ministre déléguée auprès du ministre du Tourisme et de l'Artisanat, chargée de l'Artisanat.

M. K.



Photo : Samir Sid

Abdelmalek Sellal.

KHALIFA, SONATRACH, AUTOROUTE EST-OUEST

Quel traitement pour les affaires de corruption ?

Dans son discours d'investiture, Bouteflika évoquait la nécessité de lutter contre la corruption. Le Président réélu sera néanmoins jugé non pas sur ses paroles mais sur la gestion des nombreux scandales qui avaient entaché ses derniers mandats. L'affaire Khalifa, le scandale de l'autoroute Est-Ouest et celui lié à Sonatrach n'ont toujours pas abouti à des procès et rien ne plaide en faveur de l'ouverture de ces dossiers plus que gênants.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Trois mandats et plusieurs affaires de corruption impliquant de hauts responsables. C'est le lourd bilan que doit assumer le Président réélu. Il a promis dans son discours d'investiture de lutter contre la corruption mais nul n'est en mesure de dire quel sort sera réservé aux lourds dossiers que la justice algérienne est censée traiter. Après un large déballage médiatique autour de ces affaires, c'est le silence radio. La corruption a bien été au cœur de la campagne électorale. Les candidats ont tous promis de lutter contre. Les relais du Président n'ont pas fait figure d'exception mais aucun de ses soutiens n'a ouvertement évoqué les dossiers en instance. Que deviendront-ils après une réélection des plus contestées ? La justice aura-t-elle enfin le feu vert pour se pencher sur les plus gros scandales qu'aura connus l'Algérie ? Rien n'est moins sûr.

Khalifa : à quand le procès ?

Condamné par contumace à l'issue d'un premier procès et réfugié à Londres depuis 2003, Abdelmouméne Khalifa aura finalement été extradé vers l'Algérie.

Une extradition présentée par les relais du pouvoir comme une victoire de la justice

algérienne. Khalifa ayant épuisé tous les recours possibles a finalement atterri dans une prison algérienne. L'issue logique de cette extradition ne saurait être qu'un procès public dans lequel Khalifa évoquerait sa fulgurante ascension, les complicités dont il a bénéficié pour violer la législation et ses nombreux appuis au sein même du régime.

Des révélations qui ne manqueront certainement pas de mettre dans la gêne un nombre important de responsables ayant non seulement bénéficié de la générosité de l'homme d'affaires mais qui ont fermé les yeux sur les nombreuses violations de la législation. Si un procès devait avoir lieu, des têtes tomberaient certainement.

Le pouvoir est-il en mesure de faire le sacrifice de quelques hommes sur l'autel de la lutte contre la corruption ? Rien n'est moins sûr. Certaines sources affirment qu'un deal aurait été passé avec Khalifa pour limiter les révélations et épargner le cercle présidentiel.

Un accord qui permettrait la tenue d'un procès « aseptisé » au cours duquel ne seront jetés en pâture que quelques noms pour mieux en préserver d'autres. Tayeb Louh, le ministre de la Justice, interrogé au sujet de la tenue de ce procès, répondait

que la justice suivait son cours, promettant un procès public comme le stipule la loi. Quand ? Il dit ne pas le savoir...

Sonatrach : l'impunité pour Khelil ?

Autre dossier en attente, celui de l'affaire Sonatrach. L'implication de l'ancien ministre de l'Energie ne faisant plus aucun doute dans une affaire de versement de pot-de-vins, la justice algérienne a été contrainte de se saisir du dossier. Neuf mandats d'arrêt avaient été émis contre Chakib Khelil, son épouse, ses enfants, et Farid Bédjaoui qui a longtemps officié en tant qu'intermédiaire entre l'ancien ministre de l'Energie et des patrons d'entreprises étrangères.

Les enquêtes de la justice italienne ont abouti à des conclusions qui ne laissent planer aucun doute sur l'implication de l'ancien ministre de l'Energie qui se trouve aux Etats-Unis. Pourtant la justice algérienne ne semble pas pressée d'avoir entre les mains Chakib Khelil.

Comment expliquer sinon que le mandat d'arrêt émis par l'Algérie n'ait pas été pris en compte par Interpol car contenant des «erreurs» de procédure ? Comment expliquer que des magistrats rodés à ce genre de procédures puissent-ils se «tromper» ? Tout comme l'affaire Khalifa, celle de Sonatrach gêne des responsables au sommet de l'Etat.

Khelil, homme du Président par excellence, aurait-il pu s'adonner à des pratiques frauduleuses s'il n'avait pas bénéficié de lar-

gesses et de complicités au plus haut niveau ? Aurait-il pu quitter le territoire national sans être inquiété au moment où toutes les informations relayées par la presse le mettaient en cause ? Autant de questions qui ne laissent pas de place au doute quant aux intentions des donneurs d'ordre à la justice d'étouffer l'affaire en espérant que la justice italienne ne réussira pas à tout mettre à nu.

Autoroute Est-Ouest : à méga-projet méga-scandale

Qualifiée du plus grand scandale du siècle, l'affaire de l'autoroute Est-Ouest aura elle aussi entaché de hauts responsables. Les détournements d'argent et les surtaxations ont été à la hauteur du méga-projet. Il s'agit du chantier phare lancé sous Bouteflika en 2006 sur 1.200 kilomètres. Le montant du marché est l'un des plus élevés pour un contrat en Afrique : 11,4 milliards de dollars. Le scandale éclate en 2009. Les «investigations» menées par la justice aboutissent à l'inculpation de dix-huit personnes. Toutes doivent répondre des chefs d'inculpation suivants : association de malfaiteurs, trafic d'influence, corruption et blanchiment d'argent. Le ministre des Travaux publics, Amar Ghoul, a été quant à lui épargné. Niant toute implication dans cette affaire, le ministre des Travaux publics a tenté de rester en dehors de la zone de turbulence. Il semble lui aussi assuré de l'impunité. **N. I.**